

Questions orales

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, cette accusation est scandaleuse. Le gouvernement a mis en place un programme de 40 millions de dollars pour aider les femmes qui sont dans cette situation difficile que j'ai décrite comme étant un crime contre l'humanité. Il y a des programmes précis, et ils ne sont pas touchés par ce budget.

N'oublions pas qu'il y a beaucoup d'autres secteurs où il y a des programmes visant à aider les femmes. Presque 1 million de dollars des nouveaux fonds affectés au multiculturalisme sont allés aux immigrantes et aux femmes membres des minorités visibles. Nous avons augmenté encore cette année les fonds affectés aux personnes handicapées, dont 62 p. 100 sont des femmes. C'est une autre façon pour nous d'aider. Le Programme des femmes autochtones recevra le même montant que l'an dernier, soit plus de 2 millions de dollars, ce qui est très considérable. Dans le cadre du programme existant du Secrétariat d'État, il reste encore une quantité importante de fonds disponibles qui seront utiles pour promouvoir l'égalité et la justice sociale.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. La myriophylle en épi, une espèce de mauvaise herbe aquatique qui se propage rapidement, infeste de nombreux lacs de la Colombie-Britannique et ravage beaucoup de régions de vacances. Elle nuit aussi sérieusement au potentiel touristique des lacs Okanagan et Shuswap.

Le ministre est-il prêt actuellement à mettre en oeuvre un programme fédéral visant à détruire cette mauvaise herbe qui menace d'envahir beaucoup de cours d'eau et de rivières à saumons?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, nous nous intéressons à ce problème. D'ailleurs, j'attends de consulter un rapport qui me renseignera sur les solutions possibles et sur ceux qui pourraient se charger de les apporter.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, le ministre devrait savoir qu'il y a déjà un certain temps que le gouvernement provincial et les administrations régionales luttent contre ce fléau, et ils sont en train de perdre la bataille. Le ministre sait-il que la politique fédérale en matière d'eau de 1988 engage le gouvernement à promouvoir les entreprises fédérales-

provinciales de collaboration en vue de protéger et d'améliorer la qualité de nos ressources en eau dans des cas comme celui-là?

À la lumière de cette politique, peut-il expliquer pourquoi le gouvernement n'a pas encore accordé d'aide financière à la Colombie-Britannique pour l'appuyer dans sa lutte contre l'infestation de myriophylle en épi?

• (1450)

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, tout le monde au Canada sait que nous sommes en train d'élaborer un plan environnemental pour les cinq prochaines années.

Cette semaine, j'aurai le plaisir et l'honneur de rendre publics les documents de consultation dans lesquels les principaux paramètres du plan seront dévoilés. Il y aura des consultations très intensives durant les quelques prochaines semaines; les ministres et des fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement visiteront toutes les régions du pays.

À l'automne, nous présenterons, dans le plan, une série de solutions aux divers problèmes environnementaux. Je suis convaincu que mon collègue sera satisfait de nos propositions.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DU TEXTILE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'industrie du textile, celle du vêtement, ainsi qu'un porte-parole du gouvernement du Québec dénoncent les conclusions du rapport du Tribunal canadien du commerce extérieur sur le tarif du textile, visant à réduire le tarif douanier, qui oublie que cette industrie est régie par les règles de l'Accord multifibres, en vertu de l'article XIX du GATT et aussi par un Accord de libre-échange avec les États-Unis. Est-ce que le ministre peut les rassurer en les informant qu'il leur donnera assez de temps pour présenter leurs points de vue et leurs recommandations, avant que le gouvernement ne prenne une décision quant à l'application de ces propositions?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le Tribunal a déjà rencontré 500 firmes et plusieurs associations représentant l'industrie du textile et du vêtement. Il a également visité une quarantaine de firmes afin de comprendre les problèmes auxquels font face ces deux industries. Le rapport du Tribunal m'a été remis il y a quelques jours seulement, et le gouverne-